



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

démission refusée du ministre de l'intérieur

Question au Gouvernement n° 1189

Texte de la question

DÉMISSION REFUSÉE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

**M. le président.** La parole est à M. Éric Ciotti, pour le groupe Les Républicains.

**M. Éric Ciotti.** Hier soir, M. le ministre de l'intérieur a adressé sa démission au Président de la République. Cette situation, inédite sous la Ve République, fait suite à une démission déjà annoncée, le 18 septembre dernier, lorsque M. Collomb a fait savoir, par anticipation, son départ de la place Beauvau.

**Un député du groupe LR .** Où est-il, d'ailleurs ?

**M. Erwan Balanant.** Vous attendez un coup de fil ?

**M. Éric Ciotti.** Monsieur le Premier ministre, cette situation inédite et paradoxale soulève deux problèmes majeurs. Un problème politique, tout d'abord – même si ce n'est pas là l'essentiel –, celui du lien de confiance entre M. le ministre de l'intérieur...

**M. Marc Le Fur.** Qui n'est pas là !

**M. Thibault Bazin.** En réalité, il est déjà parti !

**M. Éric Ciotti.** ...et le Président de la République, dès lors que cette démission a été assortie de commentaires – au demeurant très pertinents – relatifs au manque d'humilité et de proximité du Président de la République. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.)*

**M. Thibault Bazin.** Eh oui !

**M. Éric Straumann.** Et pendant ce temps, Darmanin stresse !

**M. Éric Ciotti.** En outre – et c'est bien plus grave –, cette démission anticipée soulève un problème majeur en matière de protection des Français. Tandis que la violence ne cesse de s'accroître – 1 000 agressions par jour, 21 policiers et gendarmes blessés –, tandis que nous sommes confrontés à une menace terroriste qui, elle non plus – hélas ! –, ne diminue pas, tandis que notre pays est confronté à une crise migratoire majeure, c'est le moment que choisit M. le ministre de l'intérieur pour annoncer qu'il mènera sa mission en alternance, le matin à Paris, l'après-midi ou le week-end à Lyon.

**M. Pierre Cordier.** Bien dit !

**M. Éric Ciotti.** Nous avons un ministre de l'intérieur qui est déjà à l'extérieur du Gouvernement.  
(*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) Ce n'est pas acceptable ! Ce n'est pas supportable !

Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : y a-t-il encore un pilote dans l'avion place Beauvau ?  
(*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Edouard Philippe, Premier ministre.** Monsieur Ciotti,...

**Plusieurs députés du groupe LR .** Et Collomb, où est-il ?

**M. Marc Le Fur.** Peut-on le joindre par Skype ?

**M. Christian Jacob.** Quel cinéma !

**M. Raphaël Schellenberger.** C'est de la mise en scène !

**M. Sébastien Chenu.** Au moins il n'est pas parti à Barcelone, lui !

**Mme Danièle Obono.** Il est où Collomb ?

**M. Ugo Bernalicis.** À Lyon !

**M. le président.** Chers collègues, seul M. le Premier ministre a la parole.

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** Monsieur Ciotti, puisque les questions relatives à la sécurité vous intéressent – à juste titre –, permettez-moi de me charger de répondre à votre question. Vous évoquez les questions relatives à la sécurité de deux façons : d'une part, en évoquant la personne de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, ainsi que le choix qu'il a fait hier de proposer sa démission, laquelle a été refusée par le Président de la République, qui lui a renouvelé sa confiance ;...

**M. Éric Straumann.** Selon quelle règle constitutionnelle ? On n'a jamais vu ça !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** ...d'autre part, en évoquant ce qui constitue la véritable question, à savoir la sécurité à proprement parler.

Ce matin – vous ne l'avez pas rappelé, mais cette opération n'a pas pu vous échapper, à vous qui êtes particulièrement attentif aux questions de sécurité –,...

**M. Pierre Cordier.** On suit quand même l'actualité !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** ...les forces de police, au terme d'une opération qui, de toute évidence – et vous le savez parfaitement –, avait été préparée de longue date, sont intervenues, en application des dispositions de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme – SILT –, votée par l'Assemblée nationale et par le Sénat, et ont procédé à des visites domiciliaires ainsi qu'au gel des avoirs de certains individus, dont il apparaissait qu'ils pouvaient représenter une menace pour la sécurité des Français.

**Mme Valérie Lacroute.** Oui, mais ça c'est classique : c'est la vie de tous les jours pour la police !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** J'ouvre ma réponse en évoquant cette opération, monsieur Ciotti, car c'est elle qui compte. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

**M. Christian Jacob.** Ce n'était pas la question !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** C'est ce que nous faisons pour garantir la sécurité des Français qui compte. C'est ce que fait ce gouvernement...

**M. Fabien Di Filippo.** Vous ne faites rien !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** Vous préférez sourire, monsieur Ciotti, probablement parce que ces propos vous font un peu mal – et je le comprends.

**M. Éric Straumann.** Ce n'était pas la question !

**M. Christian Jacob.** Et vous, visiblement, sa question vous gêne !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** Permettez-moi de vous rappeler que, lorsqu'il s'agit de la sécurité des Français, jamais il n'y aura d'hésitation de la part de ce gouvernement ! Jamais ! Ce sujet est trop sérieux pour que nous en fassions un sujet de petite polémique. *(Mmes et MM. les membres du groupe LaREM ainsi que plusieurs membres du MODEM se lèvent et applaudissent. – Huées sur les bancs du groupe LR.)*

**M. Raphaël Schellenberger.** Collomb est à Lyon! Il est démobilisé !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** ...en augmentant – vous le savez parfaitement – les moyens mis à la disposition des forces de sécurité intérieure, les moyens matériels comme les moyens humains, qui avaient été tellement mis à mal, et pendant si longtemps. Des forces de police supplémentaires, des forces de gendarmerie supplémentaires ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Je me souviens, monsieur Ciotti, qu'assis sur vos bancs, je ne me suis jamais livré à ce genre de petite polémique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

**M. Fabien Di Filippo.** Qu'a donc fait M. Valls ?

**M. le président.** S'il vous plaît, chers collègues. Nous écoutons la réponse de M. le Premier ministre.

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** Merci, monsieur le président. La réponse que je ferai constamment est la suivante : chaque ministre dont est composé ce gouvernement doit se consacrer pleinement à sa tâche.

**M. Charles de la Verpillière.** Si seulement c'était vrai !

**M. Damien Abad.** C'est archi-faux !

**M. Edouard Philippe, Premier ministre .** Ces forces de police et de gendarmerie, ces fonctionnaires affectés à la direction générale de la sécurité intérieure – la DGSI –, cet effort budgétaire supplémentaire, voilà ce qui compte. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

J'ai connu comme vous, monsieur Ciotti, des membres du gouvernement qui, à une époque, considéraient qu'il était possible, voire permis, d'être membre du gouvernement et de solliciter un mandat local, et même parfois présidentiel. Ni vous ni moi n'avons jamais reproché à ces ministres de l'intérieur, lorsqu'ils étaient candidats à des élections municipales ou présidentielles, de ne pas se consacrer pleinement à leur tâche. Vous le savez parfaitement ! Je vous propose, monsieur Ciotti, de mettre un terme à cette hypocrisie. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

Comme vous m'interrogez au sujet de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, je vous adresserai la réponse

que je ferai constamment. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**Plusieurs députés du groupe LR** . Où est Collomb ?

**M. Pierre-Henri Dumont**. Libérez Collomb !

**M. Fabien Di Filippo**. Ils séquestrent le ministre de l'intérieur !

**M. Michel Herbillon**. Et dire que vous prétendiez incarner un nouveau monde et de nouvelles pratiques ! Mais c'est le même monde, et vous usez des mêmes pratiques que vous fustigiez !

### Données clés

**Auteur** : [M. Éric Ciotti](#)

**Circonscription** : Alpes-Maritimes (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1189

**Rubrique** : Gouvernement

**Ministère interrogé** : Premier ministre

**Ministère attributaire** : Premier ministre

### Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [3 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [3 octobre 2018](#)